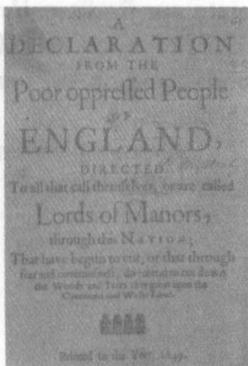


DANS L'ANGLETERRE DU XVII^e SIÈCLE, AU BEAU MILIEU D'UNE RÉVOLUTION QUI SE FIGE EN RÉPUBLIQUE DE PROPRIÉTAIRES ET PORTE DE NOUVEAUX DOMINANTS AU POUVOIR, SE FAIT ENTENDRE LA PROMESSE D'UN RENVERSEMENT DU MONDE, SOUS FORME DE RÉVOLTE ET D'OCCUPATION DE TERRES.



« GLOIRE ICI-BAS, TOUS BECHEUX! »



A LIRE

Le Monde à l'envers. Les idées radicales au cours de la Révolution anglaise

Hill Christopher Payot (Critique de la politique) 1977, 387 p.

L'Étendard déployé des Vrais Niveleurs

Winstanley Gerrard Allia, 2007, 60 p.

Winstanley. Socialisme et christianisme sous Cromwell

Lutaud Olivier, Didier (Études anglaises), 1976, 525 p.

L'ANGLETERRE du début de l'année 1649 se trouve dans une situation des plus explosives après une première phase révolutionnaire visant à renverser le pouvoir absolu du roi Charles I^{er} Stuart. Menée par les républicains Niveleurs et les radicaux¹, portée par le désir de mettre à bas la féodalité et les privilèges de la vieille noblesse, la première révolution anglaise se met en place dans les dernières années de la décennie 1640-1650, et amène avec elle l'assise du pouvoir d'un Parlement composé pour l'essentiel de propriétaires terriens, d'hommes de loi et d'officiers supérieurs de la nouvelle armée d'Oliver Cromwell. Les terres de la Couronne, de l'Église et des royalistes, après confiscation, sont mises en vente, créant un bouleversement dans la hiérarchie foncière traditionnelle entre propriétaires et tenanciers, renforçant le pouvoir des possédants. Dans le même temps, le mouvement visant à clôturer les biens communaux, afin de délimiter les propriétés privées, s'accélère avec l'aide et l'appui de la loi, pourtant dorénavant supposée être l'émanation d'un Parlement populaire au service du peuple qui l'a mis en place. Plusieurs années consécutives de mauvaises récoltes viennent frapper une population épuisée par des années de guerre civile. Le sentiment d'avoir été floué lors des négociations entre Charles I^{er} et le Parlement est largement partagé par les différentes composantes populaires du bon peuple anglais, aussi bien par les simples soldats licenciés et sans moyens de subsistance que par la paysannerie roturière, affamée et privée de terre. L'exécution du roi, dont la tête tombe le 30 janvier 1649 après un procès ayant pour but non seulement d'asseoir les positions réformatrices républicaines du Parlement mais aussi d'apaiser les élans révolutionnaires des éléments les plus radicaux, ne parvient pas à éteindre le feu qui couve depuis trop longtemps. Les pamphlets se multiplient comme autant d'appels au renversement de l'ordre du monde. La justice, l'égalité sociale et la propriété collective, véritable retour au « trésor commun » perdu, sont les principes qui animent les mouvements radicaux, dont celui des Bêcheux-euses (Diggers), aussi appelés Vrais Niveleurs.

« TRAVAILLEZ ENSEMBLE, ROMPEZ LE PAIN ENSEMBLE »

Dans *L'Étendard déployé des Vrais Niveleurs ou L'État de communisme exposé et offert aux Fils des Hommes*, le bêcheux Gerard Winstanley expose clairement les ressorts à la fois sociaux, matériels, symboliques et religieux de cette révolte qui débute le dimanche 1^{er} avril 1649 sur la colline Saint-Georges, dans le Surrey, au son de cet appel : « Travaillez ensemble, rompez le pain ensemble ». « Tant que le pouvoir monarchique habitait un seul homme nommé Charles, toutes sortes de gens criaient à l'oppression... Il advint donc que vous autres, petits nobles terriens, assemblés en Parlement, fites

appel aux pauvres gens du peuple afin qu'ils viennent à votre aide... Cette branche maîtresse de l'arbre de la tyrannie est aujourd'hui émondée et le pouvoir monarchique abattu à l'état présent. Mais hélas, l'arbre de l'oppression est toujours debout et toujours il cache le soleil de la liberté au pauvre peuple. » Prenant acte de la prise de position du Parlement en faveur de la propriété privée, de la réorganisation d'une économie agraire au service des possédants, qui se libéralise, des paysans sans terre, des soldats désœuvrés et des travailleurs journaliers décident d'agir par eux-mêmes et commencent à bêcher la colline Saint-Georges. Ce faisant, ils prennent collectivement possession des terres communales pour y faire pousser du panais, des carottes et des haricots. C'est l'acte de naissance d'un mouvement révolutionnaire dont la radicalité et les aspirations libertaires font trembler les possédants dès les premières semaines.

Si les références religieuses et bibliques essaient l'ensemble des pamphlets bêcheux, ce qui est parfaitement visible à la lecture de *L'Étendard déployé des Vrais Niveleurs*, elles soutiennent incontestablement un discours égalitaire et communiste, et il est important de ne pas se méprendre sur la portée sociale de la lutte qui s'engage alors. Les Bêcheux-euses œuvrent non seulement pour une égale répartition des ressources, pour une mise en commun des terres, du travail et de ses fruits, mais aussi pour une mise à bas de toutes les hiérarchies. Au moment où Hobbes, en fuite à Paris, élabore son *Léviathan* à partir de supposées lois naturelles faisant de l'individualisme et de la compétition les principes régissant les agissements humains, nécessitant la constitution d'un État fort et protecteur, Winstanley et quelques autres radicaux, tel Abiezer Coppe, se prêtent à rêver à un monde à l'envers où les actions humaines trouvent leur fondement dans un amour réciproque et dont le mode de fonctionnement ne peut être que coopératif, excluant tout rapport d'autorité. « Il adviendra que l'égalité, le communisme et l'amour universel seront exigés par tous, à la grande confusion de l'orgueil, du crime, de l'hypocrisie, de la tyrannie et de l'oppression, ces abominations », prophétise le même Abiezer Coppe dans un de ses pamphlets de l'année 1649. Ce monde, ils ne font pas que le rêver, ils le construisent par leurs actes, confiants dans le chemin qu'ils prennent, refusant celui emprunté par la Révolution anglaise « constitutionnelle », qui reconnaît le caractère sacré de la propriété et œuvre au plein développement du capitalisme. Comme le prédit le divagateur Abiezer Coppe dès avant la mise en place de la colonie des bêcheux-euses : « Encore un peu de patience et la propriété la mieux établie, que dis-je, celle qui semble la plus honnête et qui entend justifier ses privilèges et prérogatives par les Écritures et la raison profane, se verra confondre et contrainte par la force à devenir bien commun et universel ». L'expérience de

1. Niveleur est le terme permettant de qualifier les républicains qui, durant la Révolution anglaise, ont eu à cœur de réduire les écarts de richesse mais qui n'ont su se résoudre à enterrer la propriété. On désigne ainsi les différents mouvements de pensée issus du protestantisme en rupture avec les différentes hiérarchies religieuses et politiques, et ayant un discours en écart total avec les conceptions admises par Radicaux.

la colline Saint-Georges entend être une manifestation de la raison afin de « soulager la création de cette servitude sous laquelle elle gémit : la propriété privée »². Loin d'être isolée, elle est révélatrice d'une tendance à l'émancipation et à la mise en commun dans l'air du temps. Depuis le Nottinghamshire et le Gloucestershire jusqu'au Kent, dans l'ensemble des régions du sud et du centre de l'Angleterre, il n'est pas un recoin du royaume qui ne porte la trace de l'élan égalitaire de ces squatteurs-euses de l'Ancien Régime dont le souci premier consiste à récupérer et à exploiter collectivement les communaux, les friches et les forêts.

L'IRRÉDUCTIBLE ÉGALITÉ BÊCHEUSE

D'un point de vue théorique, l'irréductible égalité bêcheuse plonge ses racines dans ce que l'on pourrait, à juste titre, apprécier comme une interprétation sociale de la lecture biblique. Pour preuve, dès les premières lignes de la déclaration que les Bêcheux-euses adressent aux puissants d'Angleterre, les points suivants sont posés : « Chaque être humain, homme ou femme, est une créature parfaite en elle-même ; et ce même esprit qui créa notre globe réside en l'humain afin qu'il gouverne celui-ci. Ainsi, puisque l'humain de chair est sujet de la Raison, son créateur, il trouve en lui-même de quoi apprendre et se diriger, et n'a nul besoin de rechercher hors de lui un professeur ou un maître »³. Aucune transcendance invoquée ici, juste une égalité principielle qu'il s'agit de réactiver afin de se réapproprier librement le « trésor commun » qu'est le monde et de mettre à bas non seulement les clôtures de la propriété, la justice et la loi qui la soutient, mais aussi le système monarchique et le pouvoir de l'Église, qui n'en sont que des émanations. Partant de là, la liberté d'agir qu'implique le principe d'égalité ne laisse aucune place à l'exploitation salariale, à la location de terres et à une quelconque forme de vente et d'achat. « Qu'avons-nous besoin de lois instaurant la prison, le fouet ou la potence pour nous réduire mutuellement à la servitude ? » À cette question posée par Winstanley à ses contemporain-e-s, les Vrais Niveleurs-euses apportent une réponse sous forme d'action. Il s'agit pour les Bêcheux-euses de faire advenir le paradis sur terre, maintenant, de leur vivant, et ce paradis passe par la mise en commun matérielle, par l'affirmation de l'égalité universelle et par la mise au ban des agents de l'État, des hommes de loi, des prêcheurs et de tous les professionnels de la foi... En résumé, par la mise au ban de l'État.

LIBÉRER LES SAVOIRS

Afin de ne plus laisser les savoirs enfermés entre les murs bien gardés des universités, des institutions religieuses et des corporations jalouses des pouvoirs matériels et symboliques que ceux-ci leur confèrent⁴, les bêcheux-ses imaginent une éducation ouverte à toutes et tous, sans discrimination de sexe, sans cloisonnement entre travail intellectuel et manuel, et débarrassée de toute idée de spécialisation afin d'éviter de produire à nouveau des classes de doctes savants « qui sont la cause de tous les ennuis du monde »⁵. Les fonctions locales de pasteur ou de médecin, par exemple, sont tournantes, sans formation spéciale, et sujettes à élections. Celles et ceux qui en ont momentanément la charge ont un impératif de diffusion des connaissances et des informations au sein de la paroisse et doivent, pour ce faire, organiser une fois par semaine des débats philosophiques, animer des discussions sur des sujets aussi variés que l'agriculture, l'histoire ou la pharmacopée.

ABORDER AUTREMENT LE MONDE

À partir de 1649, et ce durant un an, profitant de l'entre-deux ouvert par la guerre civile, les Bêcheux-euses opèrent un bouleversement dans leur rapport au monde, rejetant les lois féodales issues de la coutume aussi bien que le nouvel arsenal légal en cours de préparation au Parlement, propice à la propriété privée et au libre-échange marchand. Dans la crainte que la poudrière sociale, tout juste réagencée par les réformateurs, rencontre la flamme allumée par les Vrai-e-s Niveleurs-euses, les seigneurs locaux et le Parlement s'engagent alors dans un démantèlement systématique des colonies bêcheuses, dont plus une ne subsiste à la fin de l'année 1650. Le système communaliste, communiste, égalitaire, libertaire et chrétien que les Bêcheux-euses mettaient en acte et qui se laissait entrevoir aussi bien dans la colonie de la colline Saint-Georges que dans celle de Cobham, représente pour les anciens comme pour les nouveaux tenants du pouvoir le plus grand des dangers dans la mesure où il constitue une preuve par le fait qu'un renversement du monde est à l'ordre du jour.

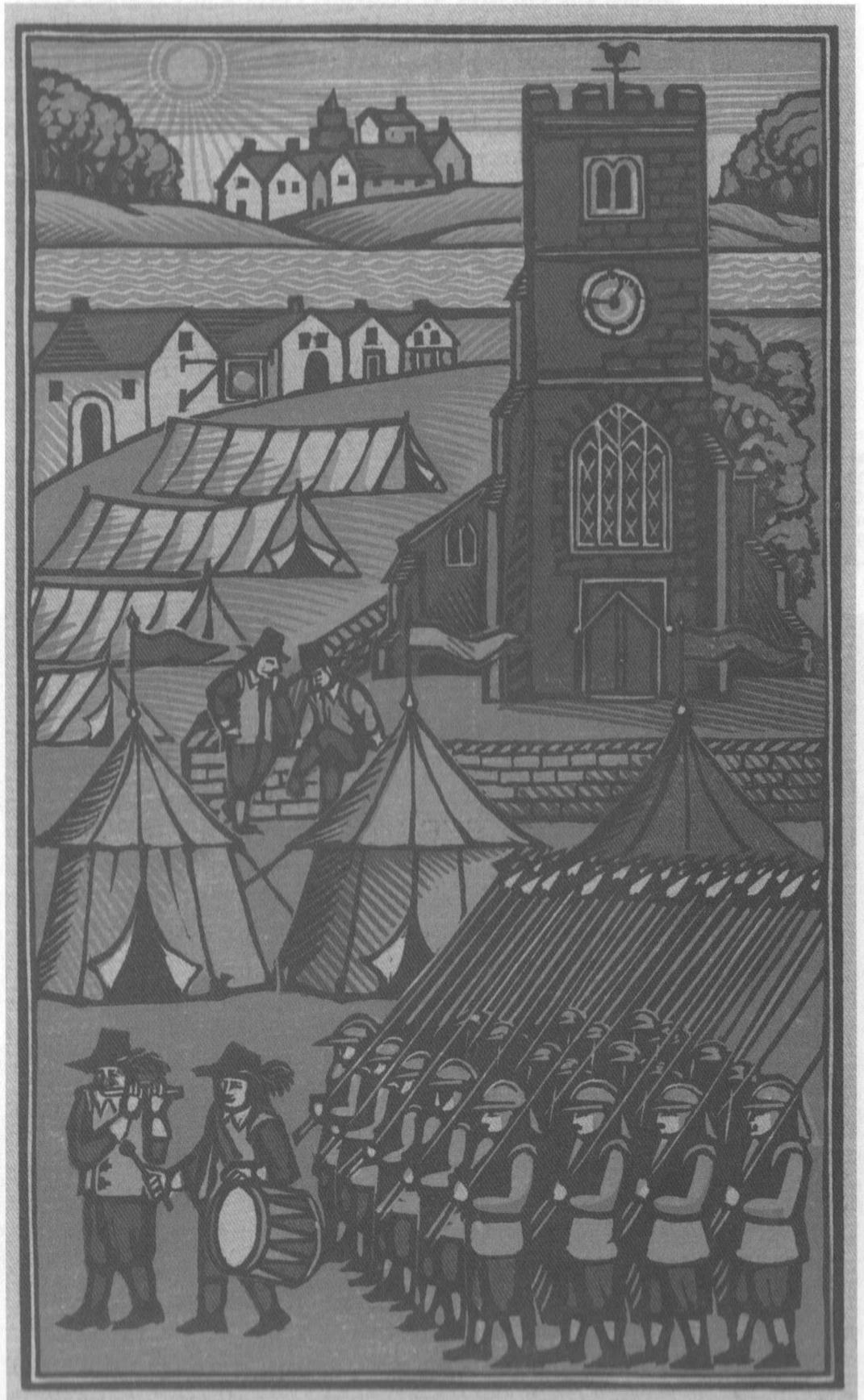
Athantor

2. Gerrard Winstanley, *L'Étendard déployé des Vrais Niveleurs*, Allia, 2007, p. 26.

3. *Ibidem*, p. 14.

4. « Il n'y aura pas une seule sorte d'enfants instruits dans la science des livres et aucun autre métier, appelés savants, comme c'est le cas dans un gouvernement de monarchie ; car alors, par oisiveté et un esprit entraîné à ce dessein, ils passent leur temps à trouver des stratagèmes pour s'élever au rang de seigneurs et maîtres au-dessus de leurs frères travailleurs. » Gerrard Winstanley, *La Loi de liberté*, 1652, p. 577.

5. Gerrard Winstanley, *La Loi de liberté*, 1652, p. 577.



DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE, LORSQUE LES INSURGÉS SE REPRÉSENTAIENT LA POSSIBILITÉ D'UNE RÉVOLUTION, ILS NE SE PROJETAIENT PAS NÉCESSAIREMENT DANS L'AVENIR POUR IMAGINER UNE AUTRE FORME DE SOCIÉTÉ. LEURS REGARDS ÉTAIENT SOUVENT Tournés VERS UN PASSÉ PROCHE, DANS LEQUEL LA LIBERTÉ ET L'ÉGALITÉ AVAIENT MEILLEURE PART.



LA RÉVOLUTION SANS LE PROGRÈS

TELLE QU'ON la manie depuis le XIX^e siècle, l'idée de révolution est synonyme d'une rupture avec les temps anciens. Dans son sens le plus restreint, on l'a longtemps comprise comme la rupture avec un ordre social basé sur les privilèges dus à la naissance, et sur l'omniprésence du religieux dans les affaires de la Cité. Dans son sens plus large de «révolution sociale» tel que proposé par Marx à partir de la seconde moitié du XX^e siècle, elle continue de véhiculer l'idée d'une rupture avec le passé, dans la mesure où Marx en a fait le prolongement de la dynamique propre à l'économie capitaliste. Tout en préparant les bases matérielles du communisme (la grande industrie, la production de masse), cette économie est en

dans leurs commencements, d'hommes fermement convaincus qu'ils ne feraient que restaurer un ordre ancien, troublé, violé par le despotisme de la monarchie absolue, d'une part, les abus du gouvernement colonial, de l'autre. Ils alléguaient en toute sincérité qu'ils voulaient en revenir à l'ancien temps où les choses allaient comme elles devaient aller². Le mot de révolution signifiait donc pour ceux qui l'utilisaient à cette époque «un mouvement de retour à un point préétabli et, implicitement, le retour à un ordre prévu d'avance»³, conformément au sens premier du terme, emprunté à l'astronomie – puisqu'une révolution est avant tout le mouvement circulaire par lequel un astre revient à son point de départ sur son orbite.



RÉVOLTE ET CONSERVATISME

Que la révolution soit aussi une *restauration*, cela devait donc être entendu au sens le plus exact de ce terme: restaurer, c'est bien remettre à neuf une bâtisse, une statue ou un meuble anciens qui ont été abîmés, pour leur permettre de se conserver dans le temps. Révolutionner, ce n'était pas «faire table rase», cela signifiait au contraire conserver autant que possible un certain état de la société, qui n'avait pu être troublé que par la soif de richesse et de puissance des gouvernants. Par conséquent, loin de se concevoir comme des «bousculeurs», les révolutionnaires de jadis se voulaient des mainteneurs. On trouve une trace de cette attitude fort répandue durant l'Ancien Régime dans les documents qui nous sont parvenus de la grande révolte paysanne de 1548, dans les communes de l'ouest et du sud-ouest de la France. Comme le rapporte l'historien Yves-Marie Bercé, le paradoxe est que ce soulèvement, provoqué par l'extension de la gabelle⁴ à la Guyenne, et qui fut en tant que tel l'un des premiers soulèvements contre l'État moderne, était fondamentalement une révolte conservatrice: à l'époque, «les gabeleurs ne sont pas seulement appelés méchants. On les décore du nom d'inventeurs. Énumérant les abus qui doivent être retranchés du gouvernement de la province, les gens des communes introduisent chaque article de leur catalogue en répétant «*autre invention... autre nouvelleté*»... Les rebelles ne refusent pas l'impôt, ils ne refusent que les nouveaux impôts. Les gabeleurs sont détestables parce que leurs procédés ne sont pas inscrits dans la coutume, dans la tradition, dans les usages immémoriaux qui modèlent les gestes et la vie de chacun. Les innovations, les changements sont lourds de malheur pour les pauvres gens. [...] On ne saurait trop insister sur cette motivation conservatrice de la révolte, elle défend un ordre ancien et se dresse contre les *inventions*, les *nouvelletés des méchants*»⁵. Ce que commente ainsi Miguel Abensour, dans sa préface au traité de La Boétie écrit à la même époque: «Conservatrice au sens le plus profond, la révolte paysanne l'est assurément. Mais c'est dans la radicalité même de son

effet censée éliminer toute survivance «réactionnaire» des sociétés agraires, notamment leur immobilisme supposé en termes de culture et de mœurs.

Pourtant, ce qui est troublant, c'est que cette conception de la révolution n'avait pas cours auparavant, c'est-à-dire avant que se produise la Révolution française. Si le mot de révolution était déjà dans toutes les bouches dès le XVII^e siècle, en Angleterre (où il fut utilisé pour la première fois dans son sens politique), il était employé aussi bien pour désigner les guerres civiles qui conduisirent à la décapitation de Charles I^{er} et à l'établissement d'une république en 1649, que la restauration de la monarchie en 1660 ou l'arrivée au trône de Guillaume et Marie en 1688, une fois les Stuarts chassés... «Ce fait que le mot «révolution» signifiait à l'origine «restauration», c'est-à-dire ce qui est exactement le contraire pour nous, n'est pas une simple singularité de la sémantique. Les révolutions des XVII^e et XVIII^e siècles, qui, pour nous, paraissent témoigner d'un esprit nouveau, de l'esprit des temps modernes, étaient des restaurations en intention», nous explique Hannah Arendt. Ainsi, dans le cas des révolutions française et américaine qui se produisirent à la fin du XVIII^e siècle, «l'une et l'autre furent l'œuvre,

1. Hannah Arendt *Essai sur la révolution* (1963), Gallimard, 1990, p. 58.

2. Hannah. Arendt, *op. cit.*, p. 60.

3. *Ibidem*.

4. C'est-à-dire l'impôt du sel.

5. Yves-Marie Bercé, *Croquants et nu-pieds. Les soulèvements paysans en France du XVI^e au XIX^e siècle*, Gallimard / Julliard, 1974, p. 40-41.

conservatisme qu'il faut lire ce qu'elle véhicule d'aspiration à la liberté. Que veut-elle conserver, que se soucie-t-elle de préserver ? L'espace *libre*, la sphère *autonome* de la communauté familiale et villageoise, que de façon remarquablement universelle les anciennes formes de domination étatique ont toujours laissé subsister et que seul l'État occidental moderne s'est employé à détruire. De la Chine aux Andes, les anciens empires ont certes engendré des machines étatiques autrement plus écrasantes que celles secrétées par les monarchies européennes du XVI^e siècle. Mais cet appareil bureaucratique qui s'édifie à la tête de la société laisse à la base perdurer un monde à l'écart de l'État et un monde même d'avant l'État par beaucoup de ses traits. L'ambition de l'État moderne, tel qu'il trouve précisément ses assises stables dans l'Europe du XVI^e siècle, est tout autre. Non pas contrôler du dessus et à distance la société pour en extraire le surplus économique, mais pénétrer littéralement la société, s'introduire dans ses articulations les plus fines, se rendre maître de ses rouages les plus intimes. Réglementer, codifier, redéfinir, changer, moderniser. « Civiliser », diront les grands commis éclairés et les serviteurs zélés. Briser donc cette base ou ce noyau le plus archaïque où se conservent d'antiques modes de pensée, des gestes millénaires et surtout un gouvernement de la petite communauté continuant à conjurer au sein d'elle-même, par la tradition, la différence de ceux qui commandent et de ceux qui obéissent »⁶.

DU PASSÉ FAISONS TABLE RASE ?

Aujourd'hui, bien sûr, se réclamer d'un conservatisme, fut-il libertaire, ferait scandale parmi les révolutionnaires. Et il est devenu impossible de parler de la révolution comme d'une forme de restauration sans provoquer le malentendu et l'indignation de la plupart des anticapitalistes. C'est qu'entre-temps le XIX^e et le XX^e siècle ont vu se développer, chez les communistes comme chez les anarchistes, une certaine fascination pour le Progrès, notamment le progrès technique. Devant la puissance déchaînée par l'industrie moderne, ils ont été nombreux à croire que sa mise au service des tra-

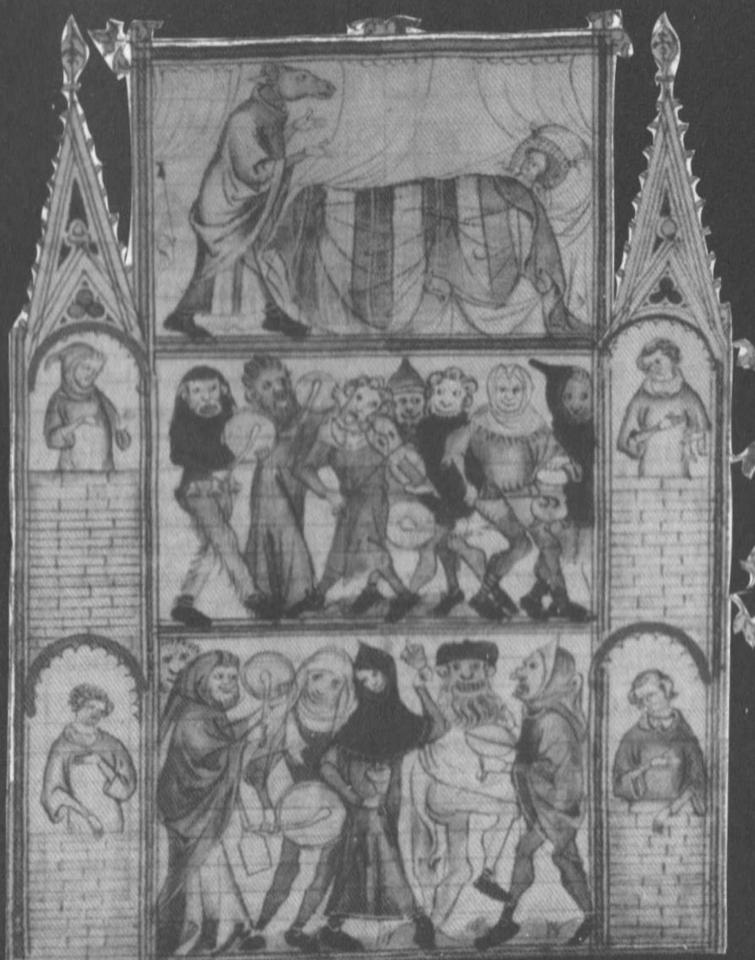
vailleurs (et non de la bourgeoisie) pourrait enfin résoudre la majeure partie des problèmes de l'humanité en termes de production abondante de biens matériels pour tous, et en termes d'amélioration (ou d'élimination pure et simple) du travail. En ce sens, les révolutionnaires modernes ont pu croire que le temps travaillait pour eux. Le changement, le futur et la nouveauté se sont ainsi vus valorisés en eux-mêmes, comme s'ils ne pouvaient apporter que de bonnes choses.

Pourtant, dans les clameurs des révolutionnaires d'avant la grande Révolution, il y a bien des choses qui résonnent familièrement à nos oreilles. Leur refus des innovations lorsque celles-ci menacent les solidarités communautaires, leur résistance opiniâtre à l'intrusion du pouvoir moderne dans les moindres recoins de leur existence : tout ceci ne peut que nous parler, à nous qui refusons les réformes gouvernementales conçues pour « réglementer, codifier, redéfinir, changer, moderniser », nous qui luttons contre le déferlement des technologies de police dans notre vie, et qui nous opposons sans relâche à la pénétration du capitalisme et de l'État jusque dans nos gènes et dans l'ADN de ce que nous mangeons.

On s'en doute, il ne s'agit pas pour autant de vanter les mérites d'un « retour à l'ordre ancien », ou d'ignorer que les révolutions sont aussi des moments dans lesquels s'invente collectivement du nouveau. Mais les révolté-e-s de jadis avaient compris que le progrès et la nouveauté, *lorsqu'ils nous sont imposés de l'extérieur*, ne sont bien souvent que la marche en avant de l'oppression. Ils nous suggèrent que le passé peut être un point de référence utile pour critiquer notre temps et la condition qui nous y est faite, et qu'en ce sens nous ne devrions pas craindre d'être taxé-e-s de nostalgie ou de conservatisme. Parce que le souvenir des moments de bonheur nous apporte quelque chose d'irremplaçable : la connaissance de ce pour quoi nous nous battons. Parce que partout où la liberté et l'égalité se sont incarnées dans des traditions et des coutumes, celles-ci doivent être préservées, affinées et répandues. Enfin, parce qu'à l'échelle de l'histoire des promesses ont été faites, qui doivent être tenues.

Patrick Marcolini

6. Miguel Abensour, « Les leçons de la servitude et leur destin », présentation du Discours de la servitude volontaire de La Boétie, Payot, 2002, p. 34-35.



À L'ÉGLISE

« Le 15 mai 1765, à Marnay, village de Bourgogne, les habitants prétextaient un ancien usage pour passer la veille de l'Ascension dans l'église, y manger et boire à volonté, sonner les cloches à leur fantaisie, en excluant le curé de leur rituel – des saturnales printanières en quelque sorte. Cette fois, le curé proteste et appelle les gendarmes pour faire dégager les lieux, mais l'intervention tourne mal, les femmes comme les hommes injurient et leur jettent des pierres en criant « que les cloches étaient à eux et qu'il se moquait des défenses ». [...] En 1783, en Picardie, ce sont les habitants de Chaulnes, près de Péronne, qui se fâchent : leur curé, sans doute sur ordre, a décidé de transférer au dimanche suivant la fête du 23 mai en l'honneur de saint Didier. Dès le 22 mai, malgré l'interdiction, les cloches sonnent à grand branle – à partir de « dix heures cinquante-deux minutes du matin », nous dit le curé qui a reconstitué avec une minutie rageuse la chronologie du scandale. À l'entrée de l'église, « une multitude de mutins » l'accablent de « mauvais propos » ; il demande de l'aide, aucun notaire ou officier local n'accepte de dresser procès-verbal ni même d'intervenir. Dans la soirée, les « séditieux » tirent à nouveau la grosse cloche « à minuit moins le quart », puis les trois petites, de dix minutes en dix minutes « jusqu'à quatre heures trente » du matin. L'agitation reprend au petit jour ; un brouhaha s'élève, « semblable à celui d'une foire », quand il veut pénétrer dans l'église pour la messe basse. Incidents cocasses, suivis d'une grosse procédure. »

La Rébellion française (1661-1789), Jean Nicolas, Folio, 2008

L'AVÈNEMENT DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE NE S'EST PAS FAIT SANS HEURTS. SOULÈVEMENTS, ÉMEUTES ET SÉDITION ONT TENTÉ D'ENTRAVER SES PREMIERS PAS. L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE S'EST EFFACÉE AU PROFIT DE LA LIBÉRALISATION DU MARCHÉ DES BIENS ET DU MARCHÉ DU TRAVAIL.

OUVRIERS ET PAYSANS CONTRE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

LES PREMIÈRES RÉSISTANCES AU LIBÉRALISME

«**CE SONT LES RICHES** qui, depuis quatre ans, ont profité des avantages de la Révolution», disait Jacques Roux, un Enragé de la Révolution française¹. Si on ne peut retenir ce seul aspect de 1789, force est de reconnaître qu'un pas important vers une économie libérale, favorable aux nantis, a été franchi alors. Tout au long du XVIII^e siècle, le libéralisme économique a en effet connu un essor important. John Locke, Turgot, Adam Smith et le physiocrate François Quesnay sont d'illustres noms qui ont posé les jalons du libéralisme économique. Ils partagent tous l'idée qu'il faut s'appuyer sur un supposé ordre naturel. Ainsi, la fable libérale raconte que le marché serait né de la propension naturelle des humains à échanger et à troquer depuis la nuit des temps. L'extension des marchés de chaque ville aurait conduit à en créer de plus grands, nationaux puis internationaux, pour nous plonger jusqu'à aujourd'hui dans la mondialisation.

Rien n'est évidemment plus faux. Le libéralisme s'est imposé à coup de lois, de règlements, en matant une multitude de résistances populaires. En Angleterre, le mouvement des *enclosures*, au XVI^e siècle, marque un commencement. Faisant fi des traditions du Moyen Âge, une minorité de riches s'approprie les terres arables, en clôturant des espaces utilisés en commun. Naît alors une véritable classe de grands propriétaires terriens. La concentration agraire devient l'un des premiers dogmes libéraux, autour du mythe selon lequel l'enrichissement des uns profiterait à tous. La propriété privée en est le fondement². Cette transformation ne se fait pas sans résistance. « Les seigneurs et les nobles bouleversaient l'ordre social et ébranlaient le droit et la coutume d'antan, en employant parfois la violence, souvent les pressions et l'intimidation. »³ Des milliers de paysans, privés de leur terre, se retrouvent alors sur les routes. Ils alimenteront bientôt les ateliers de tissage des futurs centres industriels britanniques. Des révoltes comme la rébellion de Kett, en 1549, ou encore celle des Midlands, en 1607, vont ralentir le processus sans l'empêcher totalement. Robert Kett demande clairement, dans la pétition remise au roi Édouard VI, l'utilisation par tous des terrains communaux : « Nous prions votre grâce pour prendre toute la liberté de laisser dans vos propres mains par lequel tous les hommes puissent tranquillement apprécier leurs terrains communaux avec tous les bénéfices ». Les premiers soubresauts d'une révolution industrielle à venir apparaissent donc dans la campagne anglaise en écrasant l'organisation communautaire et les résistances populaires. Or, comme l'explique Karl Polanyi, ces nouveaux propriétaires n'auraient pas pu écouler leur production sur les marchés de l'époque sans l'instauration d'une économie de marché.

DES MARCHÉS SANS L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

En effet, les marchés du XVII^e siècle n'ont que peu de choses à voir avec ceux d'aujourd'hui. Avant l'ère capitaliste, ces espaces sont extrêmement réglementés. Le cas du blé est parlant. Sous l'Ancien Régime, la population consacre à cette dernière la moitié de son budget. Les famines et les disettes n'ont pas encore disparu. La vente et l'achat de blé sont pleins de formalité : interdiction de vendre le grain sur pied, de le stocker pour faire monter les prix ou de l'acheter pour le revendre dans un but spéculatif... Sur certains marchés, le premier tintement de cloche permet aux plus pauvres d'acheter, et le deuxième autorise enfin les négociants à faire leurs achats. Et, quand la vigilance du gouvernement diminue, la foule se charge de faire respecter les habitudes : « La population se souleva à Oxford et en quelques minutes elle saisit et distribua un chargement de blé suspecté d'avoir été vendu par échantillon et conduit sur le marché uniquement pour sauver les apparences ». L'historien anglais Thompson voit dans ces soulèvements populaires une manière de réguler l'économie, et parle d'« économie morale de la foule ». « Dans beaucoup de mouvements, particulièrement dans les vieilles régions manufacturières de l'Est et de l'Ouest, la foule prétendait que, puisque les autorités refusaient d'appliquer les « lois », elle devra le faire elle-même. En 1693, à Banbury et à Chipping Norton, la foule « sortit par la force le grain des chariots alors qu'ils étaient emmenés par les monopoleurs, disant qu'elle était résolue à mettre la loi à exécution puisque les magistrats négligeaient de le faire. »⁴

DES ÉMEUTES POLITIQUES

Là aussi, il faut s'éloigner de la vision d'une foule abrutie, avide de régler ses comptes. Les soulèvements sont régis par des codes, et des manières d'agir. L'exemple des denteliers d'Honiton nous éclaire sur ces agitations. « En 1766, ayant pris le grain des fermiers et l'ayant vendu au prix populaire sur le marché, [les émeutiers] ramenèrent non seulement l'argent au fermier mais aussi les sacs. » Pour l'historien américain Kaplan, l'émeute n'est pas un acte de frustration désespéré mais un geste politique. Ses objectifs sont généralement modestes et directs : réajuster le prix du grain, permettre de s'approvisionner, éviter une exportation... En France, l'historien fait des constats similaires. Il raconte comment, en 1767, à Troyes, la foule a intercepté un convoi de grains en direction de la Bourgogne, alors que « le marché est très pauvre en grain et le prix du pain en augmentation sensible. (...) Malgré le pillage d'une partie du grain les témoins affirment que la plus grande partie a été emmagasinée dans des auberges pour être vendue au marché ». Le lendemain, la police se chargera de vendre la marchandise « à la moitié du prix courant ».

1. La Grande Révolution, 1789-1793, Pierre Kropotkine, Tops/H. Trinquier, 2002 (1910), p. 354.

2. Notons d'ailleurs qu'en France elle figurera au début de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen.

3. La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps, Karl Polanyi, Gallimard, 1983 (1944), p. 61.

4. Les deux citations précédentes sont tirées de « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », dans La Guerre du blé au XVIII^e siècle. La critique populaire du libéralisme économique (Edward P. Thompson, Éditions de la Passion, 1998, p. 39).



LA GUERRE DES FARINES

La France n'est effectivement pas épargnée par la libéralisation. Turgot, contrôleur général des finances, va dès 1774 appliquer l'idée du « laissez faire les hommes, laissez passer les marchandises ». Il supprime toutes les règles autour du commerce du grain. Louis XV y voit une manière de s'inscrire dans le courant des Lumières et de répondre favorablement, par cette solution « progressiste », aux critiques de droite comme de gauche. Mais les prix montent comme jamais. La population se lance dans ce que l'on nommera bientôt « la guerre des farines ». En deux mois, deux cents à trois cents conflits sont répertoriés. Vingt-cinq mille soldats sont mobilisés pour mettre fin à la sédition. Les émeutiers dénoncent les spéculateurs et les accapareurs. En effet, pendant que le peuple a faim, les marchands s'en donnent à cœur joie. À Vitry-le-François, ils « envahissent un marché et le vident de fond en comble, d'autres parcourent la campagne, achetant, stockant et provoquant la montée des prix »⁵.

En Angleterre comme en France, les politiques libérales sont un échec. « La culture populaire rejeta une théorie économique élitiste à cause de la question des subsistances », explique l'historienne Cynthia Bouton⁶. Et les arguments de l'antilibéral Gabriel Bonnot de Mably, en 1775, sonnent encore juste aujourd'hui : « Comment voulez-vous que le peuple se repaisse des belles espérances des économistes tandis qu'il a faim, et n'a d'argent que pour acheter la moitié du pain dont il a besoin ? ».

LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE

Les économistes classiques ne préconisent pas seulement de libéraliser le marché des biens mais aussi celui du travail. Depuis le Moyen Âge, le travail est une activité très réglementée par les communautés de métiers (ou corporation) : que ce soit l'embauche (apprentissage, niveau des salaires) ou la production (normes, qualités). Toutefois, si on relève des aspects dignes d'intérêt, les corporations évoluent tout au long du Moyen Âge : « À l'origine, cette association avait un caractère de défense et d'entraide ; elle était imprégnée d'esprit chrétien, non pas au sens religieux, mais au sens politique de ce mot. Maîtres, compagnons et apprentis étaient socialement très près les uns des autres. [...] Mais à cet esprit d'entraide se substitua peu à peu l'esprit de monopole : la concurrence, de plus en plus sévère, incita les maîtres à se défendre contre l'intrusion de nouveaux confrères. La corporation, jadis ouverte, se ferma. Elle devint un instrument de défense d'une caste privilégiée, jalouse de prérogatives qui lui étaient concédées par le roi, à la fois protecteur et profiteur du système corporatif ».

De fait, les maîtres, organisés en jurandes, jouissent d'un véritable pouvoir auprès du roi. Turgot perdra sa place de

ministre non pas lors des révoltes populaires de la guerre des farines mais sous la pression des jurandes, lorsqu'il les supprima « pour libérer le travail ». Ces maîtres embauchent des compagnons qui ont créé leurs organisations de compagnonnage, quelque peu différentes de celles que l'on connaît aujourd'hui. Les relations entre maîtres d'un côté et compagnons et apprentis de l'autre sont parfois faites d'alliance, mais aussi de conflits. Ainsi, à Paris, les compagnons boulangers étaient réputés depuis le XVI^e siècle pour se mettre souvent en grève. Preuve en est le besoin des maîtres de réclamer au roi Henri III une ordonnance interdisant les arrêts de travail. Et, deux siècles plus tard, Louis XV, cette fois, doit éditer des lettres patentes défendant aux compagnons boulangers de porter des armes à feu, épées ou bâton. Il faut dire que lorsqu'ils mettaient « les patrons à l'index (...) ils se promenaient par la ville armée de dagues et de bâtons et molestaient patrons et non-grévistes »⁷ !

Habités à se faire entendre, les compagnons vont s'opposer à la libéralisation du marché du travail pour conserver le contrôle de l'embauche. De multiples conflits surgissent. Par exemple, à Sedan, où, en juillet 1750, un arrêt du Conseil royal du commerce autorise les patrons des grandes fabriques de drap à « doubler le nombre d'apprentis, à faire appel à la main-d'œuvre étrangère et ils seront libres de limoger à leur gré ». Les maîtres des manufactures n'ont de cesse de vouloir s'affranchir des règles corporatives trop contraignantes à leur goût. La réponse populaire ne se fait pas attendre. Un appel à la *cloque*, la grève selon la terminologie ardennaise, est lancé. Les draperies paralysées, les fabricants font appel à la main-d'œuvre étrangère. Solution pratique mais aussi idéologique, comme l'exprime un inspecteur de ■■■

CLOQUE GÉNÉRALE

Le terme « grève », emprunté à la place du même nom à Paris, où les ouvriers patientaient pour être embauchés, n'est pas employé sous l'Ancien Régime, il ne le sera qu'à partir de la monarchie de Juillet. « On ne parlait, aux XVII^e et XVIII^e, que de « débauche », « mutinerie », « rébellion », « suspension », « désertion », « abandon », « complot », « cabale », « pause » (Languedoc), « cloque » (Sedan), « tric » (Lyon et environs), « bacchanale » (Paris et ailleurs). Plus souvent encore, on désignait l'action : « cabaler », « quitter », « abandonner », « sortir des ateliers », « cesser », « suspendre l'ouvrage », « mettre à bas l'ouvrage », « se soulever », « désertier » les ateliers ou les fabriques... » (La Rébellion française, p. 443)

5. Les deux citations précédentes sont tirées de *Le pain, le peuple et le roi. La bataille du libéralisme sous Louis XV* (Steven L. Kaplan, Perrin, 1986, p. 143).

6. « L'« économie morale » et la guerre des farines de 1775 », dans *La guerre du blé au XVIII^e siècle. La critique populaire du libéralisme économique*, Cynthia A. Bouton, Éditions de la Passion, 1998, p. 95.

7. Les deux citations précédentes sont tirées de *Luttes sociales et grèves sous l'Ancien Régime. Vie et mort des corporations* (Jean Jacques, Spartacus, 1970).

A LIRE

La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)

Cet ouvrage de Jean Nicolas est essentiel. L'historien a relevé dans une multitude d'archives de villages les petits conflits, les heurts. Il en dresse ici un tableau. Vous ne saurez pas grand-chose sur la guerre des farines ou la révolte des Bonnets rouges, encore moins sur la vie de rois et des reines. Mais vous découvrirez que la vie sous l'Ancien Régime n'est pas un long fleuve tranquille. Bref le peuple s'exprime, s'impose, se révolte...

Jean Nicolas,
Le Seuil, 2002

Le libéralisme s'est imposé en matant une multitude de résistances.

8. Les deux citations précédentes sont tirées de *La Rébellion française, mouvements populaires et conscience sociale* (1661-1789) (Jean Nicolas, Le Seuil, 2002).

9. *Ibidem*.

10. *Ibidem*.

11. « Les critiques du libéralisme économique dans "Le Père Duchesne" d'Hébert », dans *La guerre du blé au XVIII^e siècle* Valérie Bertrand, Éditions de la Passion, 1998, p. 95.

■■■ manufactures : « On remarque dans toutes sortes de professions et de métiers que les ouvriers qui vont travailler partout sont plus parfaits et plus habiles que ceux qui restent dans la ville... les premiers prennent les meilleurs façons... les autres ne quittent jamais la routine où ils ont été élevés... »⁸. Après quarante-cinq jours de *cloque*, vaincus, quatre cents compagnons rentrent tête baissée à l'usine, deux cents restent sur le carreau, remplacés par des étrangers. Et la troupe procède à des arrestations, tandis qu'une juridiction exceptionnelle prononce des condamnations allant jusqu'à l'exil. Le libéralisme a gagné une bataille.

De la même manière, à la fin du XVIII^e siècle, les patrons des fabriques souhaitent fixer le prix du travail à leur convenance, selon les fluctuations du marché, « fidèles en cela aux purs principes de l'économie libérale »⁹. Les politiques gouvernementales leur ont permis d'atteindre une toute-puissance. Grâce à la maîtrise de la production comme de la commercialisation, ces marchands fabricants enserrant les petits artisans, dictant leurs conditions d'achat et leur rémunération, loin des us de l'Ancien Régime où maîtres ouvriers et compagnons fixent un prix conventionnel, plus propice à un équilibre des rapports sociaux. Ainsi, en 1786, les chapeliers de Lyon désertèrent « les ateliers pour obtenir une augmentation de la journée et échapper aux salaires à la pièce ». Des milliers d'ouvriers de différents métiers se rassemblent devant le palais épiscopal et l'hôtel du prévôt des marchands. Le soir, ils sont plus de trois mille à se réunir, cette fois devant la prison, pour voir si des compagnons y sont enfermés. Pendant un temps, un accord d'augmentation salariale est trouvé auprès des magistrats de la ville. Mais comme les fabriques ne l'entendent pas de cette oreille, l'administration revient sur sa décision. Le retour de bâton se fait bientôt sentir. Deux ouvriers chapeliers seront même pendus. Avec l'appui de la main armée de l'État, le libéralisme gagne, à Lyon, une autre bataille à trois ans de la Révolution française.

À LA MARGE DES CORPORATIONS

Si le système des corporations est protecteur pour les ouvriers qui y travaillent, il laisse une quantité de pauvres sur la touche. Tout le monde ne peut pas devenir compagnon, faute d'argent, d'appuis ou d'apprentissage. Rappelons que, sous l'Ancien Régime, les familles paient une redevance à un maître pour que leur enfant soit apprenti. Nombre d'ouvriers clandestins ne peuvent par conséquent exercer un métier. Alors, ils s'affairent dans les recoins des villes, à l'abri des regards, souvent avec la complicité du voisinage. « L'encadrement réglementariste, là où il existait, était tempéré par des correctifs naturels, à savoir la fraude ou le travail illicite », explique Jean Nicolas. Ces « faux ouvriers », « sans qualité », se font donner la chasse par les organes professionnels qui emploient policiers et huissiers. La foule ne reste pas les bras croisés. Souvent, l'accueil se fait à coup de pierres. « Un homme « excite la populace » contre les chefs de la jurande, des « coquins », des « voleurs », bons à « assommer » ! », a relevé Jean Nicolas dans les archives¹⁰.

Tout le paradoxe est que Colbert, ministre de Louis XIV, s'appuiera sur ces « pauvres gens » pour casser les corporations. Il cherche à leur faire subir un véritable « contrepois ouvrier ». Dans cette alliance contre-nature, le ministre veut

en réalité favoriser l'émergence des grandes fabriques, hostiles aux lois corporatives. Peu à peu, elles en arrivent à exercer de véritables monopoles sur certaines régions. Tout au long de la seconde partie du XVIII^e siècle, des conflits vont naître entre compagnons ouvriers et maîtres de grandes fabriques. Les compagnons accusent ces derniers de faire travailler des personnes qui n'ont pas le droit d'exercer le métier. Mais, comme à Nîmes, les maîtres s'appuient sur les ouvriers pour se légitimer, les ouvriers qui pensent « qu'il y a une injustice à les vouloir exclure de travailler ».

LES PROMESSES DE LA RÉVOLUTION

Ainsi, à la Révolution française, les promesses libérales sont bien évidemment soutenues par les riches fabricants, mais aussi par la majorité des sans-culottes. Las d'un système qui favorise la jurande, las de prix élevés, ils pensent que la libéralisation du commerce va faciliter la vie des classes populaires. De nombreuses mesures sont prises en ce sens : le décret sur la liberté du commerce du 29 août 1789, la loi martiale visant à interdire l'action directe populaire de régulation des prix, ou encore la trop célèbre loi Le Chapelier de 1791. Ce texte, en interdisant les corporations de métiers, prohibe aussi les rassemblements de paysans et d'ouvriers. Pendant près de cent ans, la loi servira à interdire les syndicats.

Jacques Hébert, dans *Le Père Duchesne* d'octobre 1791, admettra sa méprise. À l'évidence, les mesures libérales se confrontent aux faits : « J'espérais, foutre, qu'après l'abolition des droits d'entrée je pourrais tous les jours me foutre sur la conscience quelques bouteilles de plus, mais point, foutre ; au lieu de diminuer et d'être de meilleure qualité, il est aussi cher que par le passé et il nous empoisonne de même ». Les octrois, les droits de douane, les fermes et plein d'autres taxes avaient en effet été abolis depuis 1790. Dans son langage populaire, il s'explique : « Il y a quelques jours que j'eus une dispute de bougre avec mon cordonnier qui voulait augmenter le prix de mes souliers. Foutu Maury, lui dis-je, est ce que tu es devenu aristocrate ? - Maury toi-même, me répondit-il. Si ma marchandise augmente, ne faut-il pas que je fasse payer plus cher mon ouvrage ? - Comment, foutre, payer plus cher ma paire de souliers, lesquels devraient me coûter un quart de moins par la suppression de la régie des cuirs ? ». Et de comprendre que la fin des lois libérales a permis à une minorité de prendre en main le commerce : « J'ai depuis consulté d'autres détaillants et ils m'ont tous attesté que les bougres de maltôtiers se sont rendus maîtres de toutes les branches du commerce et qu'ils s'entendaient comme larrons en foire avec les ministres et les municipalités pour rançonner le pauvre peuple »¹¹.

Peu à peu, Hébert deviendra favorable aux mesures interventionnistes, se rapprochant des positions des Enragés – sans l'admettre – qui avaient proposé des décrets dans ce sens. L'échec de cette frange de la Révolution française va laisser le champ libre aux libéraux pour accélérer le processus d'installation de l'économie de marché tout au long du XIX^e siècle.

Gildas

